



Cofinancé par
l'Union européenne

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



APPEL A PROJETS FTJ n°3

Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes
FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027

Priorité 7 - Objectif spécifique JSO8.1 Fonds pour une Transition Juste

« Accélérer la transition juste des Bouches-du-Rhône »

Edition 2025

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site => europe.maregionsud.fr

*Le présent appel à projets se fonde sur la méthode et les critères de sélection
validés par le Comité de suivi interfonds du 12 décembre 2022*

Codification E-synergie :

Territoire	<i>Région SUD</i>
Programme	<i>Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027</i>
Appel à projets	<i>160-1 - Accélérer la transition juste des Bouches du Rhône - 2025</i>
Codification	<i>PR07 : Fonds pour une Transition Juste JSO8.1 : Transition vers une économie neutre pour le climat JSO8.1_MIXNRJ : Mix énergétique</i>

TABLE DES MATIERES

1.	LE CONTEXTE	3
2.	LES OBJECTIFS	4
3.	LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS	5
3.1.	Les actions soutenues.....	5
3.2.	Les actions non soutenues	7
3.3.	Le bénéficiaire	7
3.4.	Le lieu de réalisation.....	8
3.5.	Le démarrage et la durée de l'opération.....	8
3.6.	Respect de la réglementation sur les aides d'Etat	9
4.	LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT	9
4.1.	Le plan de financement	9
4.2.	Les catégories de dépenses	10
4.2.1.	Dépenses directes au réel	10
4.2.2.	Dépenses indirectes forfaitaires.....	10
5.	LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS	12
6.	LES INDICATEURS	13
7.	LA PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS	14
7.1	Portail e-Synergie	14
7.2	Composition du dossier de candidature	14
7.3	Contacts et renseignements.....	14
7.4	Recevabilité du dossier de candidature	15
8.	LES MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS	15
9.	LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES.....	16
10.	LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION	16
9.1	Respect de la confidentialité	16
9.2	Traitement et protection des données à caractère personnel	16
11.	LE LEXIQUE.....	17
	ANNEXE A -Aides d'Etat.....	20
	ANNEXE B - Indicateurs	21

1. LE CONTEXTE

Constituant l'un des outils du Pacte Vert européen (*EU Green Deal*), le **Mécanisme de Transition Juste** est un outil pour atténuer les conséquences négatives sur le plan socio-économique de la transition vers une économie climatiquement neutre. Il fournit un soutien ciblé aux territoires fortement émetteurs de gaz à effet de serre, les plus touchés par les impacts socio-économiques de la transition climatique et porte une attention particulière aux régions, secteurs et travailleurs qui seront confrontés à ses plus grands défis. Le Mécanisme de Transition¹ Juste comporte 3 piliers :

- Le premier pilier constitué du **Fonds pour une Transition Juste (FTJ)** ;
- Le second pilier constitué du dispositif **InvestEU pour une transition juste** qui fournira une garantie budgétaire pour les investissements provenant du secteur privé ;
- Le troisième pilier constitué d'une **facilité de prêt au secteur public** qui combinera des subventions et des prêts de la Banque européenne d'investissement.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'autorité de gestion des fonds européens pour la période 2021-2027, est responsable de la mise en œuvre du Fonds pour une Transition Juste dont le seul territoire éligible en région est le département des Bouches-du-Rhône.

Le Plan Territorial de Transition Juste constitue la stratégie opérationnelle du FTJ et le document de référence sur le territoire. Il a pour objectif **d'accompagner la transformation, la reconversion et la diversification économique des activités les plus émettrices de gaz à effet de serre afin de répondre aux objectifs ambitieux d'adaptation au changement climatique tout en préservant les emplois.**

Premier département industriel de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le département des Bouches-du-Rhône concentre 67% des émissions de gaz à effet de serre (GES) régionales et 7% des émissions de GES nationales, principalement sur :

- **Le complexe industrialo-portuaire Fos-Berre**, qui constitue un vaste territoire pétrochimique et sidérurgique, de production énergétique, de traitement des déchets et d'industrie extractive ;
- **Le bassin minier de Provence**, en reconversion à la suite de la fermeture de la centrale à Charbon Gardanne Meyreuil en 2022 ;
- **La commune de Marseille**, émettrice de GES dans les domaines agrochimiques et métallurgiques.

Le Plan Territorial de Transition Juste (PTTJ) des Bouches-du-Rhône relève de la Priorité 7 du Programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 et comporte deux dimensions : la dimension « Economie neutre pour le climat » gérée par la Région et dotée de 142 M € et la dimension « Economie inclusive » gérée par l'Etat et doté de 63 M €.

Le présent appel à projets **traite uniquement de la dimension « Economie neutre pour le climat »** du PTTJ qui s'inscrit en cohérence avec les objectifs de la Stratégie Nationale Bas carbone et le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable, et d'Égalité des Territoires (objectif de réduction de 42% des émissions de GES du secteur industriel à l'horizon 2030), mais également avec la Stratégie Régionale de Spécialisation Intelligente (S3) . Les projets industriels financés dans le cadre du présent appel devront donc favoriser la relance durable et ainsi accélérer la transition écologique et énergétique et la protection de l'environnement.

¹ https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal/finance-and-green-deal/just-transition-mechanism_fr

2. LES OBJECTIFS

Le Fonds pour une Transition Juste a pour ambition d'atténuer les effets de la transition sur le territoire grâce à la transformation de l'industrie, à la reconversion et la formation des travailleurs et doit permettre de contribuer concrètement à la baisse des émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'à la création d'emplois.

Dans les Bouches-du-Rhône, le défi de la neutralité climatique implique des changements de l'appareil productif, des produits finis et des compétences clés du personnel de l'industrie. Il impacte l'ensemble des chaînes de valeur et nécessite la transformation, le redéploiement et le (re)développement de filières complètes afin de créer de la richesse, de favoriser l'emploi local et de préserver l'environnement. Les enjeux des quatre secteurs d'activités industrielles carbo-intensifs décrits dans le PTTJ (cokéfaction raffinage, métallurgie, industrie chimique, fabrication d'autres produits minéraux non métalliques), indiquent clairement que la transition vers une économie neutre sur le territoire ne peut s'effectuer que grâce à **une transformation profonde du modèle industriel aujourd'hui linéaire vers un modèle circulaire, sobre, décarboné et générateur d'emplois.**

Dès lors, le PTTJ relève deux défis interdépendants :

- **Accompagner la mutation de l'appareil productif dans les secteurs à forte intensité carbone impactés par la transition** pour y maintenir les emplois tout en diminuant les émissions de gaz à effet de serre de manière significative ;
- **Diversifier l'économie territoriale en s'appuyant sur les secteurs à fort potentiel de diversification et de développement durable** dans l'objectif de créer des emplois à forte valeur ajoutée. Les secteurs de diversification ciblés sont la récupération et la valorisation de la matière (boucles de ressources) et les énergies propres. L'effet levier de cette diversification permettra une transformation profonde de l'appareil productif local et des emplois directs et indirects associés ainsi qu'un rayonnement régional, national et européen des solutions de demain.

Le présent appel à projets cible un volet d'actions :

- **Le volet « Adopter un mix énergétique sobre, propre et compétitif »** cible la diversification des sources énergétiques et le développement des énergies renouvelables ainsi que la sobriété et l'autonomie énergétique ;

Sous réserve de la validation du programme FEDER-FSE+-FTJ 21-27 dont la révision a été déposée le 31 mars 2025, certaines opérations présentées au titre de ce volet pourront s'inscrire dans le cadre du règlement (UE) 2024/795 du 29 février 2024 établissant la plateforme Technologies Stratégiques pour l'Europe (STEP) qui vise à promouvoir la souveraineté européenne, la compétitivité et la résilience de l'UE dans les secteurs identifiés comme stratégiques : technologies numériques, technologies propres et économes en ressources, biotechnologies.

Le montant indicatif de FTJ dédié à cet appel à projets est de **70 millions d'euros**. D'autres appels à projets pourront être ouverts ultérieurement.

3. LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur les catégories définies ci-après et s'apprécient à la date d'octroi de l'aide.

3.1. Les actions soutenues

Une opération est éligible si elle répond aux critères définis au point 2 du présent AAP. Elle doit pouvoir s'inscrire dans le Plan Territorial de Transition Juste de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur en permettant d'atténuer les conséquences de la transition.

Les actions soutenues doivent être rattachées au volet « Adopter un mix énergétique sobre, propre et compétitif » détaillé ci-dessous.

Volet- Adopter un mix énergétique sobre, propre et compétitif

Huit typologies d'action différentes sont ciblées pour le volet concerné par cet AAP, présentées dans le tableau ci-dessous.

Typologie d'actions	Exemples (non exhaustifs) d'opérations	Points de vigilance
1.1. Fabrication d'équipements et de systèmes permettant la production, le stockage et l'usage des énergies renouvelables et de récupération	<ul style="list-style-type: none">• Cellules photovoltaïques,• Chauffe-eau solaire,• Pale d'éolienne,• Pompes à chaleur,• Electrolyseur,• Batteries,• Pile à combustible,• Etc.	La réalisation d'une Analyse de Cycle de Vie (ACV) permettant de valoriser les effets du projet ou produit est recommandée.
1.2. Production et utilisation d'hydrogène renouvelable et bas carbone	<ul style="list-style-type: none">• Unité de production d'hydrogène renouvelable et bas carbone : équipements, travaux et bâtiments• Adaptation des équipements existant permettant l'utilisation d'hydrogène renouvelable et bas carbone dans les process industriels en remplacement des combustibles fossiles.	Seuls les projets de production d'hydrogène renouvelable et bas carbone pourront être financés
1.3. Production d'énergie à partir de sources renouvelables (création /extension)	<ul style="list-style-type: none">• Electricité à partir d'énergies marines, d'éoliennes• Chaleur à partir de biomasse, géothermie, thalassothermie.• Méthaniseur produisant du biogaz, gazéification de biomasse²• Cogénération pour les besoins d'une activité industrielle	La production d'électricité issue de panneaux photovoltaïque est traitée uniquement dans le sous-volet 1.7.

² **Biomasse** : la fraction biodégradable des produits, des déchets et des résidus d'origine biologique provenant de l'agriculture, y compris les substances végétales et animales, de la sylviculture et des industries connexes, y compris la pêche et l'aquaculture, ainsi que la fraction biodégradable des déchets, notamment les déchets industriels et municipaux d'origine biologique

	<ul style="list-style-type: none"> • Installation solaires thermiques pour les besoins d'une activité industrielle 	
1.4. Réseau de chaleur et/ou de froid³ (création / extension / amélioration)	<ul style="list-style-type: none"> • Réseau de chaleur et/ou de froid alimenté par la biomasse, biogaz, thalassothermie, géothermie, solaire thermique, ... • Amélioration de réseau de chaleur et/ou de froid existant en un réseau efficace⁴. 	
1.5. Stockage d'énergie de sources renouvelables ou bas carbone	<ul style="list-style-type: none"> • Stockage d'hydrogène renouvelable ou bas carbone, • Stockage de biogaz, • Stockage de type mécanique (air comprimé, volant d'inertie), électrochimique (batterie), électromagnétique, thermique. 	
1.6. Efficacité énergétique du process industriel	<ul style="list-style-type: none"> • Equipement et process industriels, remplacement de matériels vétustes et/ou utilisant des combustibles fossiles : <ul style="list-style-type: none"> ○ moteurs, ○ compresseurs, ○ ventilateurs ○ chaudières ... ○ Récupération de chaleur et de froid fatals ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Les équipements financés ne doivent pas être alimentés par des combustibles fossiles. • Les projets de mise en conformité réglementaire, de renouvellement d'équipement, ne sont pas éligibles. • Obligation de réalisation d'une étude énergétique préalable de type NF EN 16247 ou équivalent.
1.7. Uniquement en complément d'une autre typologie d'action éligible à cet appel à projet - Production d'électricité à partir de panneaux photovoltaïques	Installations solaires photovoltaïques intégrées ou en surimposition au bâti/ombrières et pour un usage exclusivement en autoconsommation ou en revente de gré à gré (contrat d'achat d'électricité ou Power Purchase Agreement).	Les tarifs réglementaires d'obligation d'achat d'énergies sont considérés comme des aides publiques.
1.8. Technologies stratégiques pour l'Europe (STEP) : compétitivité et croissance des entreprises via le financement des projets	Actions qui respectent les conditions fixées par le Règlement (UE) 2024/795 du 29 février 2024 établissant la plateforme Technologies stratégiques pour l'Europe (STEP) et ses lignes directrices, notamment : les investissements destinés	<ul style="list-style-type: none"> • Sous réserve des évolutions règlementaires en cours des propositions de règlements FEDER, FSE+ et FTJ⁵ (les projets des entreprises autres que PME pourront

⁴ Article 2 paragraphe 41 de la Directive 2012/27/UE : ⁴ « réseau de chaleur et de froid efficace », un réseau de chaleur ou de froid utilisant au moins 50 % d'énergie renouvelable, 50 % de chaleur fatale, 75 % de chaleur issue de la cogénération ou 50 % d'une combinaison de ces types d'énergie ou de chaleur »

⁵ COD 2025/0084 pour le FEDER et le FTJ et COD 2025/0085 pour le FSE+

permettant la modernisation et l'adaptation des processus ; l'augmentation des capacités de production	à renforcer le développement industriel et les chaînes de valeur de manière à réduire les dépendances stratégiques de l'Union.	faire l'objet d'un avis technique de la CE). • Le respect des critères d'éligibilité au règlement STEP ⁶ (3 critères cumulatifs) et au présent appel à projets (cf. section 2.2 ci-après) devra être démontré.
---	--	--

3.2. Les actions non soutenues

Conformément à l'article 9 du règlement UE n°2021/1056⁷, le FTJ ne soutient pas :

- le démantèlement ou la construction de centrales nucléaires ;
- la fabrication, la transformation et la commercialisation du tabac et des produits du tabac ;
- **les investissements liés à la production, la transformation, le transport, la distribution, le stockage ou la combustion de combustibles fossiles.**

Conformément à l'Accord de Partenariat⁸, les actions suivantes ne seront pas soutenues :

- la valorisation énergétique des déchets ;
- les unités de production de Combustibles Solides de Récupération (CSR) ;
- la collecte et le transport de déchets.

Conformément aux orientations du présent appel, le FTJ ne soutient pas :

- les actions ayant une application dans les domaines agricoles, aquacoles et halieutiques ;
- les actions de formation et plus largement toutes actions qui seraient éligibles au volet social du FTJ dont l'Etat (DREETS PACA) est autorité de gestion.

3.3. Le bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

Liste des bénéficiaires éligibles :

- Les entreprises

NB : Les entreprises sont considérées par la Commission européenne, « comme toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique ». Par ailleurs, le calcul de la taille de l'entreprise doit prendre en compte les recommandations de la Commission du 6 mai 2003 détaillées dans le Guide de l'utilisateur pour la définition des PME⁹.

Liste des bénéficiaires exclus :

- Les entreprises en difficulté au sens de l'article 2.18 du règlement UE n°651/2014 de la Commission sauf au titre d'aides de minimis destinées à soutenir des investissements visant à réduire les coûts de l'énergie dans le contexte du processus de transition énergétique¹⁰ ;

⁶ [RÈGLEMENT \(UE\) 2024/795 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 29 février 2024](#)

⁷ Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 établissant le Fonds pour une transition juste, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32021R1056>

⁸ Accord de partenariat des Autorités Françaises 2021-2027 adopté par la Commission européenne le 2 juin 2022

⁹ Guide de l'utilisateur pour la définition des PME, Commission européenne, 2019

¹⁰ Article 9 du règlement 2021/1056 du 24 juin 2021 établissant le Fonds pour une transition

- Les entreprises n'ayant pas au moins un exercice comptable clôturé. Toutefois, sont également éligibles les entreprises créées depuis moins d'un an, dès lors qu'elles sont contrôlées/détenues à plus de 50 % (en capital ou en droits de vote) par une société (ou un groupe) disposant d'au moins un exercice clôturé, et pouvant démontrer sa capacité financière.

Capacité financière du bénéficiaire¹¹

La subvention européenne intervenant sur la base du remboursement de dépenses engagées et payées, tout bénéficiaire doit disposer de la capacité financière/trésorerie pour réaliser l'opération subventionnée.

Dans le cas des opérations comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif, afin de garantir leur viabilité financière, le bénéficiaire doit notamment disposer des ressources financières et des mécanismes de financement nécessaires pour couvrir les frais d'exploitation et d'entretien.

Bénéficiaire chef de file et partenaires

Le montage en opération collaborative¹² (opération de coopération entre un chef de file, qui est bénéficiaire, et d'autres partenaires qui contribuent chacun à sa réalisation et perçoivent une partie de la subvention européenne accordée au prorata des actions réalisées et des dépenses engagées et payées) **est exclu**. « En cas de consortium, chaque partenaire souhaitant solliciter le FTJ doit alors déposer, en son nom propre, une demande d'aides. ».

3.4. Le lieu de réalisation

Une opération est éligible lorsqu'elle est réalisée sur **le territoire du département des Bouches-du-Rhône** (119 communes) et ce, quelle que soit la localisation du siège social du porteur de projet.

3.5. Le démarrage et la durée de l'opération

Une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne.

Néanmoins, seront considérés comme inéligibles :

- **les projets achevés à la date de dépôt de la demande de subvention**, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués,
- **les projets soumis à la réglementation sur les aides d'état qui n'auraient pas respecté l'exigence d'incitativité de l'aide lorsqu'elle est requise, indiquée à l'article 6 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité**. L'aide y est réputée avoir un effet incitatif si le bénéficiaire a présenté une demande d'aide écrite à l'État membre concerné avant le début des travaux¹³ liés au projet ou à l'activité en question.

¹¹ Article 73.2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

¹² Article 2 du décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027

¹³ Le RGEC définit le « début des travaux » comme « soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou tout autre engagement rendant l'investissement irréversible, selon l'événement qui se produit en premier. » (article 2 point 23)

3.6. Respect de la réglementation sur les aides d'Etat

L'attribution de subventions européennes à une « structure » qui exerce une activité économique au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat (article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne).

Dans le présent appel à projets, certains soutiens pourront ne pas être considérés comme étant une aide d'Etat dès lors qu'il pourra être démontré que :

- Soit l'entreprise bénéficiaire n'exerce pas une activité économique ou alors de manière accessoire, tel que spécifié par l'Encadrement des aides d'Etat à la Recherche, au développement et à l'innovation (2022/C 414/01) ;
- Soit le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence et/ou qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ;
- Soit l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis ».

A défaut, il s'agira d'une aide d'Etat. L'Autorité de gestion devra alors vérifier si elle bénéficie d'un fondement juridique permettant de la considérer comme conforme avec le droit de l'Union européenne et compatible avec le marché intérieur. Les textes juridiques concernés sont recensés à l'Annexe A et pourront être appliqués à la suite de la vérification du respect des conditions d'éligibilité qui leur sont propres.

Le présent appel à projets répond aux conditions de la procédure de mise en concurrence telle que prévue par le régime environnement, dont la définition est reprise dans le lexique (cf. article 11).

4. LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT

4.1. Le plan de financement

Coût total éligible et taux de cofinancement FTJ

Pour chaque opération, le taux de cofinancement pourra aller jusqu'à **100 %** du coût total éligible dans les limites déterminées ci-dessous.

Le montant et le taux de cofinancement du FTJ pouvant être accordés à l'opération seront déterminés dans la limite :

- Du montant des autres subventions publiques apportées à l'opération ;
- De la réglementation sur les aides d'Etat applicable à l'opération ;
- Pour les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales, de l'application les dispositions des articles L.1111-9 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Ne sont pas éligibles les opérations de moins de 30 000 000 € de coût total éligible du projet (hors Options de Coûts simplifiés).

Le respect des conditions sera vérifié au moment de l'instruction du dossier et conditionnera le plan de financement qui sera retenu.

4.2. Les catégories de dépenses



Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au Guide du candidat pour la période concernée (2021-2027) sur le site pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables.

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible du projet. Elles doivent être :

- Rattachables au projet ;
- Prévues dans le plan de financement du projet ;
- Présentées hors taxe (HT).

Elles doivent également être engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et dans tous les cas entre le **1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2029**, dates réglementaires d'éligibilité des dépenses.

Les dépenses éligibles sont présentées sur la base des **coûts réels**. Néanmoins, dans un objectif de simplification administrative et financière pour les porteurs de projets et en conformité avec l'article 53.1 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, certaines dépenses sont automatiquement calculées et présentées en utilisant le **taux forfaitaire** tel que mentionné ci-dessous.

Les dépenses éligibles doivent figurer parmi les catégories suivantes.

4.2.1. Dépenses directes au réel

- **L'investissement matériel et immatériel :**
 - Achats d'équipements divers liés à la mise en œuvre du projet (fourniture, livraison, pose et mise en route) ;
 - Travaux liés à la mise en œuvre du projet.
- **Les études nécessaires à la réalisation effective du projet :** les analyses de cycle de vie (ACV) ou équivalent, les audits énergétiques, les études de maîtrise d'œuvre...(hors études exploratoires ou d'aides à la décision)
- **Les garanties** effectivement accordées par une banque ou un autre établissement financier lorsque celles-ci sont demandées par l'Autorité de gestion pour garantir le paiement de l'avance de la subvention, si elle est octroyée.

4.2.2. Dépenses indirectes forfaitaires

Taux forfaitaire de 7 % des dépenses directes éligibles (article 54 a du règlement UE n°2021/1060).

Ces coûts sont calculés et présentés en appliquant un taux forfaitaire de **7% au montant des coûts directs éligibles**.

Attention, pour les projets soumis à la réglementation des aides d'Etat, la prise en compte des dépenses indirectes doit être rendu possible dans les coûts admissibles du régime d'aide exempté de notification concerné.

De manière générale sont exclues les dépenses suivantes :

- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union européenne ou du plan de relance tel que Plan National de Relance et de Résilience qui s'inscrit plus dans le plan de relance NextGenerationEU et « la facilité pour la reprise et la résilience » qui en découle ;
- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens¹⁴ et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 ;
- Les études et assistances autres que celles mentionnées ci-dessus ;
- Les amendes, pénalités financières, frais de justice et de contentieux, exonérations de charges ;
- Les frais débiteurs, agios et autres frais financiers ;
- Les aléas et provisions pour risques ;
- Les dépenses couvertes par un crédit-bail ;
- L'acquisition de foncier.

Attention : Si le financement public octroyé au projet est soumis à un régime d'aide exempté de notification, les dépenses présentées au titre de l'opération FTJ doivent être identifiées dans les **coûts admissibles du régime**.

¹⁴ [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes
Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER
Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FTJ
Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FSE+]

5. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

Les projets déposés seront sélectionnés au regard des critères suivants :

Catégorie de critères	Note/20	Critères		Sous-critères
I QUALITE	12	Raison d'être du projet, modalités d'élaboration et cadre de réalisation	3	Pertinence des types d'actions et/ou modalités de mise en œuvre au regard des objectifs du projet
				Intégration du projet dans une stratégie plus globale et en cohérence avec le territoire d'implantation
				Dimension partenariale (concertation territoriale)
		Appréciation du niveau de maturité du projet	3	Maturité organisationnelle
				Maturité technique
				Maturité financière (marchés notifiés, études réalisées, acquisition de foncier etc.)
		Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire	5	Caractère structurant et plus-value du projet dans son domaine ou sur le territoire
				Plus-value du projet sur l'emploi et les émissions de GES
				Viabilité et pérennité du projet au-delà du financement européen
		Réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes horizontaux/charte des droits fondamentaux	1	Prise en compte des enjeux du développement durable, respect des principes de l'égalité hommes-femmes et de non-discrimination au sein de la structure
II PERFORMANCE	8	Capacité administrative du porteur	2	Moyens humains dédiés à la gestion du dossier
				Modalités de suivi du dossier européen et procédures internes mises en place

		Performance financière du projet	5	Potentiel de certification des dépenses du projet
				Adéquation entre les résultats escomptés et le coût du projet
				Capacité financière (calendrier de l'opération, taux de FTJ sollicité)
		Contribution du projet aux indicateurs du programme	1	Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du PO
TOTAL	20		20	

L'analyse de ces différents critères se fera au regard des éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande.

6. LES INDICATEURS

La Commission européenne a renforcé les exigences en matière de suivi des objectifs à atteindre par les programmes cofinancés. Ces objectifs se traduisent par des indicateurs de réalisation et de résultats suivis à l'échelle des projets portés par les bénéficiaires. La Région, en tant que gestionnaire des fonds européens, rend compte plusieurs fois par an à la Commission du suivi de ces indicateurs.

Ce suivi est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Lors de **l'instruction des demandes d'aide**, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que le porteur sera en mesure de fournir.
- Lors de la demande de **paiement**, les instructeurs-gestionnaires valideront les valeurs des indicateurs.

Les attentes de l'Autorité de gestion vis-à-vis des indicateurs de l'appel à projets figurent en Annexe B du présent document.

Le candidat devra remplir **l'Annexe 4 du dossier de demande de subvention**, dédiée aux indicateurs.

7. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS

Pour plus d'informations concernant la procédure de candidature, consultez le [guide du candidat](#).

7.1. Portail e-Synergie

Le dépôt des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

7.2. Composition du dossier de candidature

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante :

[E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](https://synergie-europe.fr)

Un guide d'utilisation du portail est à votre disposition :

[Guide e-Synergie](#)

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents disponibles à cette adresse : [Documents clés 2021-2027 - Europe en Région Sud \(maregionsud.fr\)](#)

7.3. Contacts et renseignements

Il est conseillé au porteur d'un projet de renseigner la « fiche projet Priorité 7 FTJ » et de la renvoyer dans les meilleurs délais avant tout dépôt de projet à l'adresse suivante :

Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur

Direction du Programme FEDER, FSE, FTJ

Service Transition Juste Ecologique et Energétique (STJEE)

04 91 57 54 07

federFTJ@maregionsud.fr en précisant en objet l'intitulé de l'appel.

7.4. Recevabilité du dossier de candidature

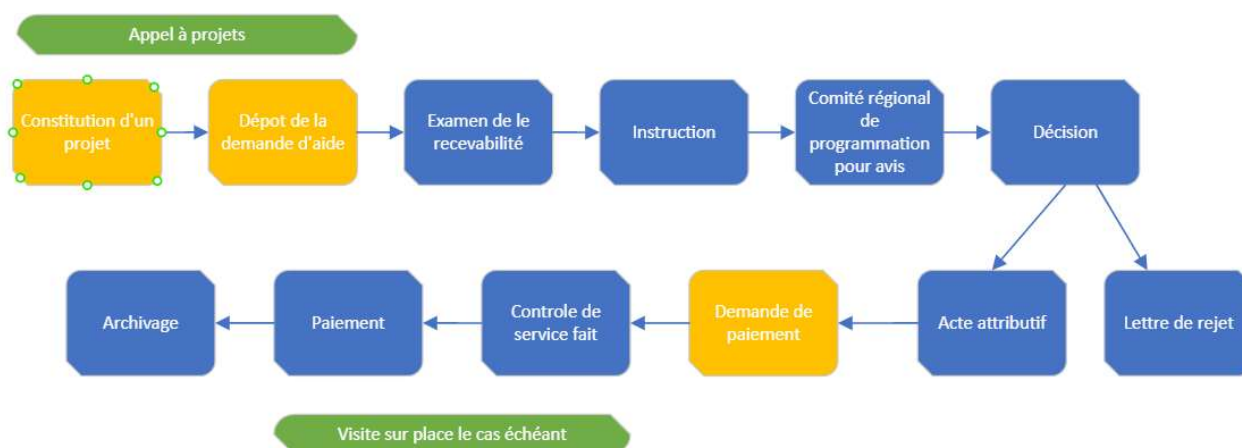
Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

Un dossier est jugé recevable selon des critères cumulatifs suivants :

- Un dossier est jugé recevable s'il est déposé dans le calendrier d'ouverture de l'appel à projets, daté et signé par une personne habilitée dont délégation et/ou pouvoir devront être justifiés par tout moyen et s'il respecte les termes du point 4 du présent appel à projets.
- Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation. Un délai de 5 jours sera laissé afin de compléter le cas échéant les documents relatifs à la phase de recevabilité.

8. LES MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS

Les modalités de recevabilité, de sélection et de conventionnement des projets sont détaillées dans le [guide du candidat](#).



Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme :

- D'une avance : sous réserve de l'avis favorable de l'Autorité de gestion et du respect des conditions qu'elle pourrait imposer, dans la limite de 40% maximum du montant de FTJ programmé. L'avance octroyée sera déduite du premier acompte et le cas échéant, des suivants ;
- D'un ou plusieurs acomptes : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FTJ conventionné aux dépenses éligibles retenues ;
- D'un solde : sur justifications des dépenses acquittées, des cofinancements perçus et après application du taux FTJ conventionné aux dépenses éligibles retenues.

9. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le [guide du candidat](#) et dans le guide du bénéficiaire.

10. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION

10.1. Respect de la confidentialité

L'Autorité de gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

10.2. Traitement et protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'état pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : dpd@maregionsud.fr.

11. LE LEXIQUE

Assiette éligible : ensemble des coûts pouvant être pris en compte pour calculer le montant total de la subvention FTJ. Il doit répondre aux conditions cumulatives de l'appel à projet et des règlements.^{15/} Cette assiette est *susceptible d'évoluer au cours de l'instruction*.

Biomasse : la fraction biodégradable des produits, des déchets et des résidus d'origine biologique provenant de l'agriculture, y compris les substances végétales et animales, de la sylviculture et des industries connexes, y compris la pêche et l'aquaculture, ainsi que la fraction biodégradable des déchets, notamment les déchets industriels et municipaux d'origine biologique.¹⁶

Combustibles fossiles : terme générique désignant toutes les ressources énergétiques naturelles non renouvelables, telles que le charbon, le gaz naturel et le pétrole, formées à partir de plantes et d'animaux (biomasse) vivant dans le passé géologique (il y a des centaines de millions d'années, par exemple). Les combustibles fossiles sont des composés de carbone. Actuellement, ils satisfont la plus grande partie des besoins énergétiques de l'humanité.¹⁷

Coûts ou dépenses directes : sont « les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'opération ou du projet, dont le lien direct avec cette opération ou ce projet peut être démontré »¹⁸.

Coûts ou dépenses indirects : Ils couvrent l'ensemble des frais administratifs liés à la mise en œuvre d'une opération. Cela peut concerner des coûts de personnel (coordination, management ou administration...), la location des locaux où se déroule l'opération, des frais bancaires, l'achat de matériel et / ou de fournitures, des factures liées au fonctionnement (électricité, gaz, eau, chauffage...), frais postaux, téléphone, internet, assurances, sécurité, ménage et entretien... (non exhaustif)¹⁹.

Entreprise : « toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement et que, d'autre part, l'activité de placement est une activité économique »²⁰, consistant à offrir des biens et services sur un marché donné.

Energies renouvelables : une énergie produite à partir de sources non fossiles renouvelables, à savoir l'énergie éolienne, l'énergie solaire (solaire thermique et solaire photovoltaïque) et géothermique, l'énergie ambiante, l'énergie marémotrice, houlomotrice et d'autres énergies marines, l'énergie hydroélectrique, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz des stations d'épuration d'eaux usées et le biogaz.²¹

Grande entreprise : toute entreprise autre qu'une PME.²²

Hydrogène bas carbone : la Commission européenne a publié le 8 juillet la version finale de son acte délégué sur l'hydrogène bas carbone ([ici](#) et [ici](#)), établissant des règles pour calculer les émissions et s'assurer qu'elles sont au moins 70 % inférieures à celles issues de la combustion de sources fossiles.

Hydrogène renouvelable : l'hydrogène produit à partir d'énergies renouvelables conformément aux méthodes définies pour les carburants liquides et gazeux renouvelables destinés au secteur des transports, d'origine non biologique, dans la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du conseil.

¹⁵ Guide méthodologique Valorisation des contributions en nature, Direction Générale de la compétitivité de l'industrie et des services

¹⁶ Directive 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, 2018

¹⁷ https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Fossil_fuel/fr

¹⁸ Source : Guide OCS ANCT

¹⁹ Source : Guide OCS ANCT p77

²⁰ CJCE, Arrêt du 23 avril 1991, Höfner et Elser / Macrotron (C-41/90, Rec._p._I-1979) (cf. al. 21, 23)

²¹ Directive 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, 2018

²² Guide l'utilisateur pour la définition des PME, Commission européenne, 2019

Investissements productifs : investissements en immobilisations ou actifs incorporels des entreprises, qui sont destinés à être utilisés pour la production de biens et services, contribuant ainsi à la formation brute de capital et à l'emploi.

Organisme public : La notion d'organisme public recouvre « un État, une autorité régionale ou locale, un organisme de droit public ou une association constituée d'une ou de plusieurs de ces autorités ou d'un ou de plusieurs de ces organismes de droit public, ou une entité privée mandatée par au moins un ou une de ces autorités, organismes, ou associations pour fournir des services publics lorsqu'elle agit en vertu de ce mandat ». Il s'agit d'inclure les collectivités locales, leurs opérateurs et leurs mandataires y compris lorsqu'ils interviennent dans le champ concurrentiel, acteurs pouvant être considérés comme des grandes entreprises au vu de la réglementation des aides d'état, sous réserve que l'investissement soit conforme à la stratégie régionale et à la réglementation sur les aides d'Etat.²³

Petites et moyennes entreprises (PME) : Selon la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises, détaillée dans le [guide de l'utilisateur pour la définition des PME de la Commission](#)²⁴, une entreprise est :

- **Indépendante ou autonome** si elle a conclu un ou plusieurs partenariats minoritaires (moins de 25 % chacun) avec d'autres entreprises ou si l'un des types d'investisseurs suivants : société de capital-risque, université, investisseur institutionnel, petite autorité locale autonome, détient 25 à 50 % de son capital ;
- **Partenaire** si les participations avec d'autres entreprises atteignent au moins 25 % sans aller au-delà de 50 % ;
- **Liée** si les participations avec les autres entreprises dépassent le seuil de 50 %.

Pour calculer la taille d'une entreprise, il convient de prendre en compte les effectifs et les bilans ou chiffres d'affaires des entreprises avec lesquelles elle est liée ou partenaire, à proportion de leur taux de participation dans l'entreprise.

En outre, une « **entreprise unique** » se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des relations suivantes :

- a) une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise ;
- b) une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise ;
- c) une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci ;
- d) une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Pour calculer la taille d'une entreprise unique, il faut prendre en compte les effectifs et les bilans ou les chiffres d'affaires de toutes les entreprises composant l'entreprise unique.

Procédure de mise en concurrence au sens du régime environnement : une procédure d'appels d'offres non discriminatoire qui prévoit la participation d'un nombre suffisant d'entreprises et selon laquelle l'aide est octroyée sur la base soit de l'offre initiale soumise par le soumissionnaire soit d'un prix d'équilibre. En outre,

²³ Accord de partenariat adopté 02/06/2022.

²⁴ Guide l'utilisateur pour la définition des PME, Commission européenne, 2019

le budget ou le volume lié à l'appel d'offres doit être contraignant, de telle sorte que tous les soumissionnaires ne peuvent pas bénéficier d'une aide.

Système d'échange de quotas d'émissions : les quotas d'émission sont plafonnés à un niveau fixé par l'UE et les entreprises peuvent soit recevoir, soit acheter des quotas individuels. Le plafond est abaissé au fil du temps, de manière à réduire progressivement la quantité d'émissions.²⁵

Société de projets : société ad hoc, dédiée à la réalisation d'un projet spécifique.

Réseau de chaleur efficace : un réseau de chaleur ou de froid utilisant au moins 50 % d'énergie renouvelable, ou 50 % de chaleur fatale ou 75 % de chaleur issue de la cogénération ou 50 % d'une combinaison de ces types d'énergie ou de chaleur.

²⁵ <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/climate-change/reform-eu-ets/>

ANNEXE A -Aides d'Etat

Plusieurs régimes juridiques pourront permettre de considérer l'aide d'Etat comme compatible avec le droit de l'Union européenne. Ainsi, sur la base du Règlement général d'exemptions par catégories n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 dit « RGEC », plusieurs régimes cadres exemptés de notification pourront s'appliquer :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.111726 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026, notamment les points suivants :
 - 6.1 Les aides à l'investissement en faveur de la protection de l'environnement, y compris la décarbonation ;
 - 6.4 Les aides à l'investissement en faveur des mesures d'efficacité énergétique en dehors des bâtiments ;
 - 6.5 Les aides à l'investissement en faveur des projets améliorant l'efficacité énergétique dans les bâtiments ;
 - 6.8 Les aides à l'investissement en faveur de la cogénération à haut rendement ;
 - 6.9 Les aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de l'hydrogène renouvelable ;
 - 6.11 Les aides à l'investissement en faveur des réseaux de chaleur et/ou de froid efficaces ;
 - 6.12 Les aides à l'investissement en faveur de l'utilisation efficace des ressources et du soutien à la transition vers une économie circulaire ;
 - 6.13. Les aides à l'investissement en faveur des infrastructures énergétiques.
- Régime cadre exempté de notification N° SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 ;
- Régime cadre exempté de notification N° SA. 111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 ;

Aussi, sur la base de l'encadrement temporaire de crise et de transition²⁶ s'appliquera :

- Régime d'aide notifié N°SA.117244 en faveur des investissements dans l'industrie verte.

L'autorité de gestion appliquera les textes en vigueur à la date de la décision d'attribution de l'aide. Elle se réserve le droit d'appliquer un autre régime ou texte réglementaire en matière d'aide d'Etat, si ce dernier correspond aux typologies d'actions du présent appel à projets.

Si un régime d'exemption, ou un régime notifié, applicable aux typologies d'actions visées dans le présent appel à projets intervient avant la date de clôture de l'appel, il sera considéré comme applicable et l'autorité de gestion en tirera les conséquences sur l'éligibilité des projets et le calendrier de l'appel.

Les régimes d'aides sont consultables sur le site internet :

<https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/aides-d-etat/regimes-d-aide>

²⁶ Communication de la Commission sur l'encadrement temporaire de crise et de transition pour les mesures d'aide d'Etat visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine (JO C 101 du 17.3.2023, p. 3), modifiée par la communication C(2023) 8045 de la Commission (JO C/2023/1188 du 21.11.2023).

ANNEXE B - Indicateurs

L'autorité de gestion préconise de remplir à minima les « indicateurs à conventionner » ainsi que tout indicateur facultatif qui serait pertinent au regard du projet.

Les indicateurs de réalisation (4) :

- RCO01 Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont micro RCO01a, petites RCO01b, moyennes RCO01c, grandes RCO01d)
- RCO02 Entreprises soutenues au moyen des subventions
- RCO34 Capacités supplémentaires de recyclage des déchets
- RCO22 Capacité supplémentaire de production d'énergie à partir de sources renouvelables (dont : électricité RCO22a, chaleur RCO22b)

Les indicateurs de résultats (5) :

- RCR01 Emplois créés dans les entités bénéficiant d'un soutien (dont : valeur de référence, valeur réalisée)
- RCR02 Investissements privés complétant un soutien public (dont : subvention RCR02a, instruments financiers RCR02b)
- RCR29 Emissions estimées de gaz à effet de serre
- RCR31 Total de l'énergie renouvelable produite (dont : électricité RCR31a, chaleur RCR31b)
- RCR48 Déchets utilisés comme matières premières

Typologie d'actions		Indicateur de réalisation				Indicateur de résultats				
		RCO01	RCO02	RCO34	RCO22	RCR01	RCR02	RCR29	RCR31	RCR48
		(a,b,c,d)			(a,b)	VRR	(a,b)		(a,b)	
Adopter un mix énergétique sobre, propre et compétitif	Adopter un mix énergétique sobre, propre et compétitif : 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5,1.8.	x	x	F	x	x	x	x	x	F
	Efficacité énergétique des process et bâtiments industriels : 1.6, 1.7.	x	x	F	F	x	x	F	F	F

Légende du tableau :

X : Indicateur à conventionner à minima au titre de l'opération. D'autres indicateurs facultatifs peuvent être ajoutés si pertinents.

F : Indicateur facultatif à renseigner si pertinent selon la nature de l'opération

(a, b, c, d) : sous indicateurs à renseigner

VRR : Valeur de référence et valeur réalisée à renseigner

Le candidat devra remplir l'Annexe 4 du dossier de demande de subvention, dédiée aux indicateurs.

▪ **Les indicateurs de réalisation**

Code indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO01	Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont : micro RCO01a, petites RCO01b, moyennes RCO01c, grandes RCO01d)	Nombre d'entreprises	<p>Il convient de définir la taille de l'entreprise au moyen de la recommandation 2003/361/CE de la Commission et expliqué dans le « Guide de l'utilisateur pour la définition des PME – UE 2020 »²⁷.</p> <p>NB : il convient de remplir RCO01 ainsi que RCO01a ou RCO01b ou RCO01c ou RCO01d avec la même valeur.</p>	Il faudra renseigner la valeur 1 (soit 1 entreprise soutenue).	<p>Pièces justificatives :</p> <p>1- Numéro SIRET de l'entreprise bénéficiaire de fonds européens renseigné sur E-Synergie + Nombre de salariés et chiffre d'affaires annuel de l'entreprise des 3 dernières années (ou 3 derniers bilans comptables) + précision sur la classification de l'entreprise</p> <p>2- Rapport d'exécution du projet afin d'attester de la réalisation du projet au solde et faisant figurer la date de fin physique/effective de l'opération : PV de réception des travaux, reportages photo (daté, signé avant et après travaux et commenté) des réalisations, par exemple.</p> <p>3-Remplir la Grille déclaration de PME AE</p> <p>Moment de Valorisation :</p> <p>L'indicateur est à compléter lors du dépôt de la 1^{ère} demande de paiement sur eSynergie.</p>	20

²⁷ Source : <https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/ressources/guide-de-lutilisateur-pour-la-definition-des-pme-0>

Code indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO02	Entreprises soutenues au moyen de subvention	Nombre d'entreprises	La caractérisation de la taille de l'entreprise n'est pas nécessaire.	Il faudra renseigner la valeur 1 (soit 1 entreprise soutenue).	<p>Pièces justificatives :</p> <p>1- Numéro SIRET de l'entreprise bénéficiaire de fonds européens renseigné sur E-Synergie + Nombre de salariés et chiffre d'affaires annuel de l'entreprise au dossier de demande + précision sur la classification de l'entreprise</p> <p>2- Rapport d'exécution du projet afin d'attester de la réalisation du projet au solde et faisant figurer la date de fin physique/effective de l'opération : PV de réception des travaux, reportages photo (daté, signé avant et après travaux et commenté) des réalisations, par exemple.</p> <p>Moment de Valorisation :</p> <p>L'indicateur est à compléter lors du dépôt de la 1^{ère} demande de paiement sur eSynergie.</p>	20

Code indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO22	Capacité supplémentaire de production d'énergie à partir de sources renouvelables (dont : électricité RCO22a, chaleur RCO22b)*	Méga Watts (MW)	<p>L'indicateur se rapporte à la somme de la puissance nominale supplémentaire d'énergies renouvelables.</p> <p>La capacité de production d'énergie supplémentaire sera exprimée en MW en dissociant la capacité de production d'électricité (RCO22a) et la capacité de production de chaleur (RCO22b). RCO22= RCO22a+ RCO22b</p> <p>NB : il convient de remplir RCO22 ainsi que RCO22a et RCO22b</p> <p>Pour les unités de méthanisation : Valeur RCO 22b (MW) = Débit biométhane (Nm3 /heure) x 0,00994* (MWh/Nm3)</p> <p>*PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur) du biométhane²⁸</p>	Tout document pouvant justifier de la puissance nominale supplémentaire prévisionnelle après projet, déclarée par le porteur.	<p>Pièces justificatives : Rapport d'exécution du projet afin d'attester de la réalisation du projet au solde : PV de réception des travaux ou équivalents, reportages photo avant et après travaux (datés, localisés et commentés).</p> <p>Moment de valorisation : l'indicateur est à compléter lors du dépôt de la demande de solde sur eSynergie.</p>	53

*RCO22 : précision méthodologique : L'indicateur mesure la capacité de production additionnelle pour les énergies renouvelables construites et/ou accrues à travers les projets soutenus. L'indicateur peut également couvrir une capacité de production qui a été construite ou étendue et qui n'est pas encore connectée au réseau (le cas échéant) ou pas encore entièrement prête à produire de l'énergie.

La capacité de production est entendue comme la « capacité électrique maximale nette », définie par Eurostat comme « la puissance active maximale qui peut être fournie, en continu, avec toutes les installations en fonctionnement, au point de sortie (c'est-à-dire après avoir pris les alimentations des auxiliaires de la station et en tenant compte des pertes dans les transformateurs considérés comme faisant partie intégrante de la station) ».

L'énergie renouvelable signifie « l'énergie provenant de sources renouvelables non fossiles, à savoir l'énergie éolienne, solaire (thermique et photovoltaïque) et géothermique, l'énergie ambiante, les marées, les vagues et d'autres énergies océaniques, l'hydroélectricité, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz d'usine de traitement des eaux usées et le biogaz. " (voir Directive 2018/2011).

Les sous-catégories « électricité » et « chaleur » se réfèrent à la destination de l'énergie renouvelable générée, c'est-à-dire pour la consommation d'électricité ou pour le chauffage et le refroidissement.

²⁸ Source Méthasynergie

Code indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO34	Capacités supplémentaires de recyclage des déchets ²⁹	Tonne s/an	<p>Précision méthodologique : capacités additionnelles nominales annuelles de recyclage des déchets permises par le projet.</p> <p>Méthode de calcul : La valeur de l'indicateur est le résultat de la somme des capacités des installations de recyclage des déchets construites ou agrandies. La capacité des installations soutenues est renseignée à partir de la valeur annuelle (unité Tonnes).</p> <p>Tous les types de déchets sont considérés.</p>	Tout document attestant de la mesure des capacités au moment du dépôt de la demande de subvention.	<p>Pièces justificatives : Tout document attestant de la mesure des capacités supplémentaires</p> <p>Moment de valorisation : l'indicateur est à compléter lors du dépôt de la demande de solde sur e-Synergie.</p>	753 600

²⁹ Le recyclage des déchets s'entend comme toute opération de valorisation par laquelle les déchets sont retraités en produits, matériaux ou substances, que ce soit à des fins originales ou à d'autres fins. Il n'inclut pas la valorisation énergétique et le retraitement en matériaux destinés à être utilisés comme combustibles ou pour les opérations de remblayage (voir Directive 2008/98/CE en références).

▪ Les indicateurs de résultats

Code indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCR01*	Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien (valeur de référence et valeur réalisée)	Equivalents temps plein (ETP) annuels	<p>L'indicateur calcule le nombre d'emplois bruts (ETP) créés par le projet. Il comporte une valeur de référence avant le début du projet ainsi qu'une valeur réalisée après projet.</p> <p>La valeur de référence à remplir est différente de 0 si la ligne d'activité concernée par le projet est préexistante à celui-ci. Sinon, la valeur de référence doit être à 0.</p> <p>La valeur réalisée comptabilise les emplois créés par le projet. En l'absence d'emploi créé par le projet, la valeur réalisée est de 0.</p> <p>NB : il convient de remplir RCR01 avec deux valeurs, la valeur réalisée ainsi que la valeur de référence.</p> <p>Dans les emplois créés sur la base de la fourniture du registre Unique du personnel, indiquer combien sont directement liés au projet (en ETP)</p>	L'indicateur doit être renseigné une première fois par le porteur de projet, au moment du dépôt du dossier de demande de subvention, à partir de la donnée sur l'emploi avant le soutien.	<p>Pièces justificatives : données du registre unique du personnel de l'entreprise. (<i>source : Ministère du Travail</i>)</p> <p>Moment de valorisation : L'indicateur est à renseigner un an après la fin de réalisation physique du projet. Le porteur indique la valeur de l'indicateur et transmet la pièce justificative 1 an après la date de fin effective mentionnée lors du dépôt de sa demande de solde.</p>	44
<p>*RCR01 : précisions méthodologiques : L'indicateur est calculé, pour la ligne d'activité soutenue par le projet, comme la différence entre la moyenne annuelle de postes pourvus avant le début du projet et la moyenne annuelle de postes pourvus un an après la fin du projet.</p> <p>La moyenne annuelle des postes pourvus déclarée 1 an après la date de fin de l'opération fait référence à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année suivant la fin du projet. (cf. calcul des ETP - code de la Sécurité sociale : art L130-1 et R130-1)</p> <p>Pour rappel : Le registre unique du personnel concerne tous les salariés de l'entreprise, y compris ceux mis à disposition par les entreprises de travail temporaire.</p>						

Code indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCR02	Investissements privés complétant un soutien public (dont : subvention RCR02a, instrument financier RCR02b)	Euros	<p>Précision méthodologique : l'indicateur couvre la totalité du coût de l'opération, TVA comprise et hors subvention publique.</p> <p>Il s'agira de calculer la valeur des contributions privées co-finançant le projet soutenu. Sachant que les contributions privées englobent les fonds propres et les financements autres que les subventions publiques.</p> <p>A noter que les fonds propres d'un organisme public porteur d'une opération sont considérés comme de l'investissement privé.</p> <p>NB : il convient de remplir RCR02 ainsi que RCR02a (subvention). RCR02b n'est pas concerné par cet appel à projets.</p>	Le porteur doit transmettre le plan de financement au moment du dépôt de la demande de subvention.	<p>Pièces justificatives : document interne à l'Autorité de Gestion (certificat de service fait ou plan de financement actualisé dans Synergie)</p> <p>Moment de valorisation : l'indicateur est à compléter lors du dépôt de la demande de solde sur eSynergie.</p>	242 540 634

Code indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCR31	Total de l'énergie renouvelable produite (dont : électricité RCR31a, chaleur RCR31b)	Mégawatts heures par an (MWh/an)	<p>L'indicateur mesure la production finale issue d'énergies renouvelables, après le projet.</p> <p>Pour l'électricité comme pour la chaleur, le total de l'énergie produite (valeur de l'indicateur) correspondra au produit de la puissance nominale installée et du facteur de charge de l'énergie en question.</p> <p>Le porteur doit fournir le niveau de production avant et après l'intervention.</p> <p>Le porteur devra exprimer la production d'énergie en MWh/an en dissociant la production d'électricité (RCR31a) et la production de chaleur (RCR31b). RCR31 = RCR 31a + RCR31b.</p> <p>NB : il convient de remplir RCR31 ainsi que RCR31a et RCR31b.</p> <p>Pour les projets de production de biométhane, le PCI (Pouvoir Calorifique Inférieure) de 9,94 kWh/Nm3 de biométhane produit sera considéré pour déterminer la production de chaleur équivalente.</p>	<p>Dans le cas d'une production d'énergie renouvelable existante avant projet, fournir une étude énergétique attestant de la quantité d'énergie renouvelable annuelle produite l'année précédant le début de l'intervention.</p> <p>Dans les autres cas, le porteur saisira la valeur 0.</p> <p>Le porteur devra également fournir une valeur prévisionnelle de fin de projet. Fournir tout document pouvant justifier de cette valeur prévisionnelle / estimative.</p>	<p>Pièces justificatives : Etude énergétique actualisée après travaux attestant de la quantité d'énergie renouvelable annuelle produite en fonction de la source d'énergie, <u>après la réalisation effective du projet.</u></p> <p>Moment de valorisation : L'indicateur est à renseigner un an après la fin de réalisation physique du projet. Le porteur indique la valeur de l'indicateur et transmet la pièce justificative 1 an après la date de fin effective mentionnée lors du dépôt de sa demande de solde.</p>	185 114

Code indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCR29	Emissions de gaz à effet de serre estimées	Tonnes de CO2 équivalent par an (teq CO2/an)	<p>L'indicateur mesure l'estimation des émissions de gaz à effets de serre avant et après la mise en œuvre du projet.</p> <p>Formule à appliquer : Valeur RCR29 = valeur RCR31 (MWh) x 0,062 (teq Co2/MWh)</p> <p>Pour les projets de production d'hydrogène : Valeur RCR29 = production d'H2 (tonnes H2/an) x 3 (teq CO2/tonnes H2)</p>	Etude énergétique établissant, avant <u>la réalisation du projet</u> , les quantités d'émissions de gaz à effet de serre annuelle avant et après la réalisation du projet.	<p>Pièces justificatives : les pièces justificatives fournies pour l'indicateur RCR31 constitueront les pièces justificatives de cet indicateur.</p> <p>Moment de valorisation : l'indicateur est à compléter lors du dépôt de la demande de solde sur eSynergie, sur la base des pièces justificatives citées ci-dessus.</p>	11 477
RCR48	Déchets utilisés comme matières premières	Tonnes/an	<p>La valeur de l'indicateur est la valeur totale cumulée de matières premières secondaires produites sur 12 mois.</p> <p>Tous les types de déchets sont considérés.</p>	Estimations, par le porteur, des matières premières secondaires produites par an. Fournir tout document pouvant justifier de la valeur prévisionnelle/ estimée.	<p>Pièces justificatives : Bordereaux de pesée des matières premières secondaires en sortie d'installation.</p> <p>Moment de valorisation : L'indicateur est à renseigner jusqu'à un an après la fin de réalisation physique du projet.</p>	482 304